

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 29/07/24

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROMERAC

202 RUE DU MARECHAL DE TASSIGNY
59128 Flers-en-Escrebieux

Références : V3/2024/168
Code AIOT : 0007000758

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/05/2024 dans l'établissement PROMERAC implanté 202 rue du Maréchal de Tassigny 59128 Flers-en-Escrebieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a transmis à l'inspection un rapport daté du 30/07/2020 de BUREAU VERITAS un diagnostic préliminaire de l'état des sols au niveau de l'ancienne lagune. Il demande conjointement à ce rapport le retrait ou la mise à jour de fiche BASOL SSP0003033.

Il a également entrepris un suivi renforcé des eaux souterraines depuis octobre 2021 à proximité de la lagune afin d'en suivre plus précisément l'impact sur ces eaux souterraines.

Cette demande de l'exploitant, fait l'objet d'une instruction menée parallèlement à la rédaction du présent rapport de visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROMERAC
- 202 rue du Maréchal de Tassigny 59128 Flers-en-Escrebieux
- Code AIOT : 0007000758
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société PROMERAC, implantée sur la commune de Flers-en-Escrebieux, est spécialisée dans le traitement de surface de pièces métalliques et l'application de peinture en poudre.

L'activité est réglementée par arrêté préfectoral complémentaire du 14 décembre 2022.

Au regard de la nomenclature des installations classées, le site est notamment soumis à :

- Autorisation au titre de la rubrique 2566-1 (Décapage ou nettoyage des métaux par traitement thermique), avec une capacité maximale du four de 19 210 litres,
- Enregistrement au titre de la rubrique 2565-2 (Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique), avec un volume total de cuves de 23,3 m³,
- Enregistrement au titre de la rubrique 2940-3 (Application, cuisson et séchage de peinture mettant en œuvre des poudres à base de résine organique par pulvérisation sur métal), avec une quantité maximale mise en œuvre de 545 kg/j.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Condition d'exploitation du puits de contrôle	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 4.1.3.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 4.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des constats effectués le jour de la visite d'inspection sont présentés dans les deux fiches d'inspections suivantes.

Il est rappelé à l'exploitant que les piézomètres doivent respecter l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Nappe superficielle

Prescription contrôlée :
4.41. RÉSEAU DE SURVEILLANCE DES EAUX DE LA NAPPE SUPERFICIELLE

L'exploitant doit mettre en place et maintenir un réseau de surveillance de la qualité des eaux de la nappe superficielle. Ce réseau doit être conforme aux indications du plan de surveillance joint au présent arrêté.
Ce plan de surveillance fait figurer l'emplacement de 9 piézomètres (PZ1, PZ2, PZ3, PZ4, PZ5, PZ6, PZ6b,PZ7, PZ8).
Sur les 9 piézomètres, 3 sont utilisés pour effectuer des campagnes de mesure et d'analyse comme défini aux articles ci-après: il s'agit d'utiliser un piézomètre amont PZ1, le piézomètre intermédiaire PZ2 et un piézomètre aval (PZ5 ou PZ6 ou PZ6b).
Les piézomètres non utilisés font l'objet d'une protection et d'une mise en sécurité permanente.
D'une manière générale, pour l'ensemble des piézomètres du site, toutes dispositions doivent être prises afin de ne pas favoriser le transfert des polluants potentiels dans le sol ou dans la nappe superficielle. En cas de mise hors d'usage où de défaillance d'un des piézomètres, l'exploitant doit en informer l'inspection des installations classées ainsi que les mesures prises pour assurer son remplacement.

4.4.2. SURVEILLANCE DES EAUX DE LA NAPPE DE LA CRAIE

Le forage abandonné cité à l'article 4.1.3.1 ci-dessus est utilisé comme point de prélèvement et de mesure de la qualité des eaux de la nappe de la craie.

4.4.3. ANALYSE DES EAUX SOUTERRAINES (NAPPE SUPERFICIELLE ET NAPPE DE LA CRAIE)

Les paramètres ci-dessous font l'objet d'analyses à fréquence semestrielle.

Paramètre	Méthode d'analyse (1)
pH	Les méthodes d'analyses utilisées doivent permettre d'atteindre des seuils de détection en deçà des valeurs de références en matière de constat d'impact
Cd	
Cr total	
Ni	
Pb	
Zn	

Le protocole d'échantillonnage des eaux souterraines doit être conforme à la réglementation en vigueur.

Notamment un certain nombre d'informations est systématiquement enregistré afin de mieux apprécier la qualité de prélèvements :
- niveau d'eau avant le prélèvement ;
- volume et débit de la purge ;
- conditions de collecte de(s) échantillon(s) ;

- conditions de transport et de conservation.

Constats :

Le jour de la visite, l'inspection constate sur le terrain la présence de 5 piézomètres destinés à la surveillance de la nappe des alluvions.

PZ1, BSS000CQUA , profondeur de 6 mètres,
PZ3, BSS000CQUC , profondeur de 6,2 mètres,
PZ2, BSS000CQUB, profondeur de 6,2 mètres,
PZA, numéro BSS non disponible, profondeur de 9 mètres,
PZ6, BSS000CQUJ, profondeur de 7 mètres.

Ils sont capotés et protégés des intempéries. Ils sont implantés tel qu'indiqué dans le plan en annexe de l'arrêté préfectoral de 2022.

PZA qui se trouve à l'extérieur du périmètre autorisé est protégé à l'aide d'un cadenas.

A l'intérieur de l'emprise ICPE, les piézomètres sont légèrement au-dessous du niveau naturel du terrain et protégés par des regards en fonte.

Observations :

- PZ6 n'est plus recouvert par un regard en fonte. Il convient de le remplacer afin de protéger l'ouvrage.
- Il est demandé à l'exploitant de réaliser les démarches nécessaires à l'attribution d'un numéro BSS pour PZA.

Le forage abandonné BSS000CQTZ est situé à proximité de PZ3 et de l'ancienne lagune. Il est protégé par une plaque métallique qui vient couvrir l'ouvrage. La fiche d'inspection n°2 du présent rapport précise les constats effectués pour cet ouvrage.

L'exploitant effectue un suivi piézométrique renforcé depuis octobre 2021 semestriel.

Les paramètres listés dans l'arrêté préfectoral de 2022 font bien l'objet d'un suivi.

L'exploitant ajoute à ces paramètres le Manganèse et le Chrome VI.

L'inspection constate le respect de l'article 4.4.3 de l'arrêté préfectoral du 14/12/2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Condition d'exploitation du puits de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 4.1.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Forage abandonné / surveillance de la nappe de la craie
Prescription contrôlée : <p>La tête du forage doit se trouver dans un avant puits (ou un regard) maçonné ou tubé étanche, profond d'au moins 1,5 m et surélevé d'au moins 0,2 m par rapport au terrain naturel à proximité. Le tubage du forage doit dépasser du fond de l'avant puits (ou du regard) d'au moins 0,3 m pour éviter l'infiltration d'eau stagnante ou de suintement.</p> <p>L'avant puits (ou le regard) doit être recouvert par un capot protecteur verrouillé ou cadenassé hermétique.</p> <p>Une aire étanche, avec pente favorisant l'écoulement des eaux loin de l'ouvrage, d'un mètre minimum de rayon doit être réalisée autour de cet avant puits.</p> <p>L'exploitant doit veiller au bon entretien du forage et de ses abords. Des rondes de surveillance sont réalisées périodiquement. Ces dispositions sont applicables aux puits de contrôle de la qualité des eaux souterraines (piézomètres).</p>
Constats : <p>Le jour de la visite, l'inspection se rend au niveau du forage utilisé pour le suivi de la nappe de la craie accompagnée de l'exploitant.</p> <p>Le forage se trouve dans un avant puits maçonné qui est surélevé d'au moins 0,2 m par rapport au terrain naturel.</p> <p>Toutefois, les parpaings qui en constituent les bordures au-dessus du niveau du sol sont endommagés.</p> <p>L'avant puits est bien recouvert par un capot protecteur verrouillé par deux cadenas. Le capot a été endommagé au même endroit que les parpaings de la bordure du puits. L'étanchéité du capot est néanmoins préservée.</p> <p>Il n'existe pas autour du forage d'aire étanche avec pente, favorisant l'écoulement des eaux loin de l'ouvrage, d'un mètre minimum de rayon autour de l'avant puits.</p> <p>A l'ouverture du puits, l'inspection constate que le tubage du forage ne dépasse pas du fond de l'avant puits. Pourtant il devrait dépasser d'au moins 0,3 mètres pour éviter l'infiltration d'eau stagnante ou de suintement.</p> <p>Il convient d'être vigilant à la protection de la nappe de la craie en veillant au respect de l'article 4.1.3.2 de l'arrêté préfectoral du 14/12/2022. Les prescriptions de cet article visent en effet à protéger la nappe de la craie.</p> <p>L'exploitant a effectué de sa propre initiative, le suivi des eaux souterraines, ainsi que le diagnostic des sols, autour de l'ancienne lagune polluée, entre les années 2020 et 2023, en vue de l'établissement d'un plan de gestion de cette pollution et le cas échéant de la réalisation des travaux dépollution.</p> <p>Ces études font l'objet d'une instruction de l'inspection.</p> <p>Contacté par l'inspection, l'exploitant s'engage par courriel du 3/06/2024 à réaliser les travaux de mise en conformité du forage F1, BSS000CQTZ aux dispositions de l'article 4.1.3.2 de l'arrêté</p>

préfectoral du 14/12/2022.

Considérant d'une part, les actions entreprises par l'exploitant pour la gestion de la lagune de sa propre initiative et la demande d'instruction en cours visant à permettre la protection des eaux souterraines notamment, et d'autre part, les engagements écrits de l'exploitant, l'inspection propose dans un premier temps de permettre à l'exploitant de réaliser les actions correctives nécessaires.

Il est attendu de l'exploitant dans un délai de 1 mois, un devis correspondant aux travaux de mise en conformité du forage et la mise en conformité du forage dans un délai de 3 mois.

L'inspection demande à l'exploitant d'engager les actions correctives nécessaires au respect de l'article 4.3.1.2 de l'arrêté du 14/12/2022 pour le forage F1 BSS000CQTZ en :

- transmettant dans un délai d'un mois un devis correspondant aux travaux de mise en conformité du forage,
- réalisant dans un délai de trois mois les travaux.

Dans l'hypothèse où l'action corrective n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois